

Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne

Olympe de Gouges 1791

Olympe libérée, par un veuvage précoce, d'un mari que sa famille lui avait imposé elle dit et écrit que « le mariage est le tombeau de la confiance et de l'amour ». Elle ne se remarie pas malgré les pressions de sa famille et monte s'installer à Paris près de son amant qui lui offre une rente. Indépendante tout en étant proche des Girondins, elle lutte pour l'émancipation des femmes et l'abolition de l'esclavage.

Elle est la seule femme à écrire et à commenter, sur le vif, les événements de 1788 à 1793.

Auteure d'une trentaine de pièces de théâtre, d'écrits politiques, de pamphlets, elle a droit à cet éloge funèbre dès le lendemain de son exécution signé par Chaumette (procureur de la commune de Paris) dans Le Moniteur : « Rappelez-vous l'impudente Olympe de Gouges qui la première institua des sociétés de femmes et abandonna les soins du ménage pour se mêler de la République et dont la tête est tombée sous le fer vengeur des lois... ».

Déclaration

Les mères, les filles, les soeurs, représentantes le la Nation, demandent d'être constituées en assemblée nationale. Considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de la femme, sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des Gouvernements, ont résolu d'exposer dans une déclaration solennelle, les droits naturels, inaliénables et sacrés de la femme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs droits et leurs devoirs, afin que les actes du pouvoir des femmes, et ceux du pouvoir des hommes pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés, afin que les réclamations des citoyennes, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution, des bonnes moeurs, et au bonheur de tous. En conséquence, le sexe supérieur en beauté comme en courage, dans les souffrances maternelles, reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les Droits suivants de la Femme et de la Citoyenne.

1. La femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.
2. Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de la Femme et de l'Homme ; ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et surtout la résistance à l'oppression.
3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation, qui n'est que la réunion de la Femme et de l'Homme ; nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.
4. La liberté et la justice consistent à rendre tout ce qui appartient à autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de la femme n'a de bornes que la tyrannie perpétuelle que l'homme lui oppose : ces bornes doivent être réformées par les lois de la nature et de la raison...
5. Les lois de la nature et de la raison défendent toutes actions nuisibles à la société ; tout ce qui n'est pas défendu par ces lois, sages et divines, ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elles n'ordonnent pas.
6. La loi doit être l'expression de la volonté générale ; toutes les Citoyennes et Citoyens doivent concourir personnellement ; ou par leurs représentants, à sa formation ; elle doit être la même pour tous ; toutes les citoyennes et les citoyens, étant égaux à ses yeux, doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités ; et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.
7. Nulle femme n'est exceptée ; elle est accusée, arrêtée et détenue dans les cas déterminés par la Loi. Les femmes obéissent comme les hommes à cette Loi rigoureuse.
8. La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée aux femmes.
9. Toute femme étant déclarée coupable ; toute rigueur est exercée par la Loi.
10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions même fondamentales. La femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune ; pourvu que ses manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la Loi.
11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de la femme, puisque cette liberté assure la légitimité des pères envers les enfants. Toute citoyenne peut donc dire librement, je suis mère d'un enfant qui vous appartient, sans qu'un préjugé barbare la force à dissimuler la vérité ; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi.
12. La garantie des droits de la femme et de la citoyenne nécessite une utilité majeure ; cette garantie doit être instituée pour l'avantage de tous et non pour l'utilité particulière de celles à qui elle est confiée.

13. Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, les contributions de la femme et de l'homme sont égales ; elle a part à toutes les corvées, à toutes les tâches pénibles ; elle doit donc avoir de même part à la distribution des places, des emplois, des charges, des dignités et de l'industrie.
14. Les Citoyennes et Citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes, ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique. Les Citoyennes ne peuvent y adhérer que par l'admission d'un partage égal, non seulement dans la fortune, mais encore dans l'administration publique, et de déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée de l'impôt.
15. La masse des femmes, coalisée pour la contribution à celle des hommes, a le droit de demander compte, à tout agent public : de son administration.
16. Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution ; la constitution est nulle, si la majorité des individus qui composent la Nation, n'a pas coopéré à la rédaction.
17. Les propriétés sont à tous les sexes réunis ou séparés ; elle sont pour chacun un droit inviolable et sacré ; nul ne peut en être privé comme vrai patrimoine de la nature, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Bibliographie

Olympe de Gouges	- Olivier Blanc éditions Syros 1981
Olympe de Gouges	- Olivier Blanc (édition revue et augmentée) Syros 1989
Morceaux choisis	- Olympe de Gouges; Benoîte Groult éditions.
Olympe de Gouges	- Paul Noack Deutscher Taschenburch Verlag GmbH & Co. Kg, München 1992, éditions de Fallois 1993 (pour la traduction française)
Ecrits Politiques 1788-1791	- Olympe de Gouges - TOME 1 - éditions Côté-femmes 1993
Ecrits Politiques 1791-1793	- Olympe de Gouges - TOME 2 - éditions côté-femmes 1993
Theâtre politique (1790-1793)	- Olympe de Gouges éditions côté-femmes
L'esclavage des noirs (1792)	- Olympe de Gouges éditions côté-femmes